

MONGONGO

Journal école de Kisangani

Bimensuel 17 janvier 2011

N°32 450 FC



Sans expérience, les jeunes diplômés ne trouvent pas d'emploi

Avec leurs diplômes universitaires, souvent inadaptés aux exigences des employeurs, de nombreux jeunes ne trouvent pas d'emploi. Les rares entreprises n'embauchent pas et dans la fonction publique, le recrutement est sélectif. La création de petites entreprises reste la meilleure solution.

Chers lecteurs,
 Durant cette nouvelle année, une année électorale primordiale pour notre pays, le journal Mongongo veut être toujours plus proche de vos préoccupations et de vos attentes et les faire connaître aux hommes politiques qui vont vous représenter. Pour garantir l'indépendance de votre journal, nous avons donc plus que jamais besoin de votre soutien sans lequel nous ne pouvons pas vivre. Achetez Mongongo, souscrivez un abonnement, faites passer vos annonces publicitaires, vous aiderez ainsi à assurer la liberté de la presse en RD Congo et vous serez sûrs d'être bien informés sur la vie de votre ville et de votre région.
Bonne année 2011

Je regrette d'avoir étudié, autant d'argent dépensé pour les frais académiques et jusqu'alors je demeure chômeur. Trouver un travail est le produit du hasard», se désole Gilly Luka Emongo, formé en comptabilité de gestion à l'Institut supérieur de commerce. Depuis 2003, il ne trouve pas d'emploi. Comme lui, de nombreux jeunes universitaires investissent chaque matin le bureau de l'Office national de l'emploi (ONEM) pour recevoir la carte de demandeur d'emploi ou lire les différentes offres des sociétés ou organismes.

«Connaître l'anglais et l'informatique, avoir travaillé dans un organisme, avoir une expérience professionnelle de 2 à 5 ans», sont les qualifications le plus souvent requises. Difficiles pour certains jeunes fraîchement sortis de universités d'avoir de l'expérience et parfois de l'argent pour payer des formations en anglais et informatique ou autres. Autant d'exigences que les étudiants ne prennent pas en compte durant leurs études. Ils ne cherchent pas non plus quels sont les secteurs qui embauchent le plus. La recherche du diplôme prime sur tout.

Lorsqu'une entreprise ou un organisme lance une offre, l'ONEM propose la liste des rares demandeurs qui remplissent les critères. Très peu réussissent au test. Beaucoup n'ont pas les compétences ou les critères sont compliqués. Souvent une expérience de 2 à 5

ans est exigée selon Luc Katenga Likaka, conseiller à l'ONEM. Grâce à la médiation de son office, l'année passée, l'Ong Handicap international France, a



Un jeune lisant les offres d'emplois sur le tableau d'affichage d'une ong. © Mongongo

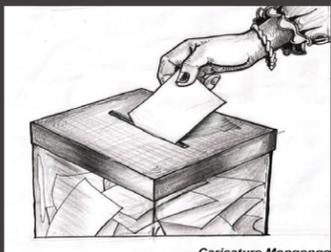
assoupli ses conditions qui exigeaient, par exemple, que le candidat ait déjà travaillé dans un organisme de déminage. Selon le professeur Muleka de la faculté de psychologie, si certains postes exigent de l'expérience dès le départ, pour d'autres les travailleurs acquièrent l'aptitude au travail.

Dans les administrations publiques, les engagements se passent sans lancement d'offres. Les critères d'embauche ne sont connus que des recruteurs.

(suite à lire page 3)

CEI, la révision du fichier électoral approche

11 janvier, clôture de la formation des formateurs provinciaux des agents électoraux au collègue Maelle. Les quelque 50 personnes formées dispenseront les mêmes enseignements aux chefs des centres d'inscription à travers les 24 territoires de la Province Orientale. Ces derniers formeront à leur tour les membres des centres d'inscription. Selon le chargé de communication de la CEI Kisangani, le lancement officiel de la campagne de sensibilisation sur la révision du fichier électoral pourrait démarrer entre le 15 et le 20 janvier. Les opérations proprement dites débuteront probablement le 15 février sur l'ensemble de la province Orientale



Caricature Mongongo

Téléphoner au volant tue

De nombreux conducteurs téléphonent alors qu'ils sont au volant de leur moto ou de leur voiture. Moins vigilants, ils causent de nombreux accidents. Un arrêté va prochainement sanctionner ces comportements irresponsables.

La main gauche agrippant le téléphone scotché à l'oreille, la main droite tenant tant bien que mal le volant de la voiture ou le guidon de la moto; le regard distrait, l'esprit partagé entre l'attention soutenue à la communication et le devoir de vigilance : de plus en plus de gens téléphonent en roulant. Les accidents sont nombreux. «Un homme en pleine conversation téléphonique a quitté la droite pour traverser vers la gauche. Là, une autre moto venant à toute vitesse l'a cogné. Il est décédé sur le champ. On s'est servi de son portable pour appeler la personne avec qui il parlait», témoigne Kidisho Salumu Michel, chef de division des Transports et voies des communications. Selon les études menées, téléphoner en conduisant multiplie par quatre le risque d'accident, car le conducteur concentré sur sa communication met beaucoup plus de temps à réagir au moindre incident.

L'année dernière, une femme enceinte est décédée près du marché central, après avoir été renversée par un véhicule dont le conducteur parlait au téléphone. «Il y a beaucoup d'autres cas, c'est pourquoi

nous initions des mesures contraignantes», déclare Serge Mbano, un agent de la division des Transports. Fort de ces constats, ils ont déposé une proposition d'arrêté sur la table du gouverneur pour sanctionner les récalcitrants. «Il est strictement interdit à tout conducteur de véhicule et engin motorisé ou vélo en marche d'utiliser le téléphone portable», stipule un des articles. Les personnes qui téléphonent au volant sont de toutes catégories sociales, des plus hautes autorités au petit peuple. «Il y a des grandes personnalités politiques administratives, des officiers de l'armée et de police, le simple citoyen...», affirme le secrétaire de l'association des taximen motos de Kisangani. Le chef de division des Transports et communications conseille la prudence. «Le message qu'on peut recevoir d'un appel téléphonique peut vous bouleverser et occasionner facilement l'accident, le mieux est de s'arrêter et de causer calmement», conseille Astride Ndokali, une conductrice trouvée au volant de sa jeep Prado, stationnée dans un coin de rue pendant qu'elle conversait. «Un bon chauffeur qui connaît le Code de la route doit s'arrêter avant de décrocher son

téléphone», estime aussi Akala Simaro, vice-président de l'Association des Chauffeurs du Congo. Les éléments de la police de circulation routière se plaignent de manque de moyens. «Pas de véhicules d'intervention, de caméras de surveillance ni d'appareils photos aux carrefours pour poursuivre les récalcitrants», affirme l'un d'eux.

Ignorance du code de la route

Selon Akalia Simaro, «de nombreux conducteurs doivent être formés au respect du Code de la route. Car la plupart de chauffeurs n'ont pas suivi une formation appropriée dans une auto-école. Ils apprennent à conduire auprès d'amis ou en famille.» Cette ignorance du Code de la route est à l'origine de nombreux accidents dus non seulement à l'usage du téléphone portable mais aussi aux excès de vitesse. Sur les médias, la police de circulation routière sensibilise sur le respect des règles du Code de la route. Cependant, pour Boshwenda Tina, revendeur de produits pétroliers, «l'organisation des campagnes de sensibilisation et les sanctions surtout diminuaient les accidents.»

Odette Kaseka et Christian Uzilo

A LIRE EN PAGE...

- 1** - Sans expérience, les jeunes diplômés ne trouvent pas d'emploi
 - CEI, la révision du fichier électoral...
 - Téléphoner au volant tue
- 2** - Seuls, les dons nourrissent les prisonniers d'Osio
 - L'hôpital de Kabondo sans eau potable depuis un an
 - Le cauchemar des jeunes rurales...
- 3** - 50 ans après, que reste-t-il de l'héritage de Lumumba ?
 - LA VILLE EN BREF
- 4** - La route nationale n°4 dans un état alarmant
 - Bunia : Les vols à main armée...
 - Bilenge basi bauti mboka bakomi kosala...

Ces articles relèvent de l'entière responsabilité de Syfia International et, en aucun cas, de l'UNIKIS

Seuls les dons nourrissent les prisonniers d'Osio

Isolés, loin de leurs familles, les prisonniers d'Osio manquent de tout. Seules des Ong et des Églises se soucient de temps en temps de leur sort.

Quatre prisonniers sont morts à la prison d'Osio ces deux derniers mois. Selon docteur Akim, médecin directeur de l'hôpital général de référence de Lubunga, 12 prisonniers ont été admis depuis novembre dernier. Ils souffraient de malnutrition sévère associée à la tuberculose et à des maladies du cœur. Deux d'entre eux se sont évadés de l'hôpital.

«Les prisonniers ne mangent pas à leur faim, faute de nourriture et aussi de la distance qui nous sépare de la ville», déplore Joseph Kalenga, directeur de la prison. Situé au point kilométrique 17 route Opala, cette prison détient des condamnés à de lourdes peines venus de Kinshasa, les «jeunes Kuluna»; de Bunia d'anciens miliciens, qui n'ont pas de famille à Kisangani pour les aider. Ils mangent une fois par jour, le soir, souvent le fufu de maïs et de manioc, avec feuilles de manioc, légumes, poisson salé. Le riz au haricot, en cas d'une assistance extérieure, affirme le capita des prisonniers. Selon Kiboto Tokoli, infirmier en chef affecté à cette prison, certains prisonniers souffrent de malnutrition aiguë, de tuberculose avancée mal soignée, de paludisme, d'infection urinaire de maladies de la peau.

Pour les fêtes, ils ont bénéficié de quelques dons en nourriture, de la Fondation Darwezi, le 26 décembre, d'un groupe des fidèles de l'Église 5^{ème} C.E.L.PA ont apporté de la farine du manioc, de l'huile de palme, un peu du sel et de poisson salé. Depuis le 25 décembre et pour un mois et demi, Médecin sans frontière Belgique assiste ces prisonniers en médicaments de première nécessité, assure la consultation médicale et réhabilite le centre de santé de la prison.

«Nous rendons grâce à Dieu de ce geste, car nous sommes abandonnés et par l'État et par nos familles», réagit le représentant des prisonniers. En novembre, c'était le gouvernement qui avait donné quelques vivres. Dans leur dépôt, quelques sacs de farine de maïs et manioc, de haricots, un tonneau contenant quelques poissons salés. Depuis son affectation, le directeur de cette prison recherche des Ong, des associations, des Églises qui peuvent venir en aide à ces prisonniers. Selon le chef de division de justice et garde de sceau, le 5 janvier, les directeurs de la prison centrale de Kisangani et d'Osio ont reçu de l'argent de Kinshasa pour acheter de la nourriture pour les prisonniers. Ils espèrent cette dotation sera ré-



Les prisonniers d'Osio reçoivent un don en vivres. En avant plan, le directeur de la prison. © Mongongo

gulière. En attendant pour survivre, les prisonniers cultivent du manioc, du maïs, du soja, des amarantes aux alentours de la prison. Joseph Kalenga fait ce qu'il peut : «Nous recourons aux enseignements bibliques pour atténuer un peu leurs souffrances et qu'ils arrivent à changer leur mode de vie...»

Hortense Basea

L'hôpital de Kabondo sans eau potable depuis un an

Depuis un an, l'hôpital général de référence de Kabondo, l'une des grandes institutions médicales de Kisangani, n'a pas d'eau potable. La Regideso lui a coupé l'eau pour une facture impayée de 150 milles \$. Pourtant, d'une capacité de 160 lits, il héberge de nombreux malades et leurs dépendants. Ceux-ci doivent parcourir des distances importantes pour chercher de l'eau potable. «Il suffit de se mettre devant la porte principale pour découvrir leur calvaire», témoigne M. Soni, revendeur de cartes prépayées devant l'hôpital.

Bidons, seaux ou casseroles en main, garde-malades et infirmières confondus, vont demander de l'eau à ceux qui ont des robinets ou des puits dans leurs parcelles. D'autres préfèrent rentrer dans leurs familles respectives pour en chercher. Comme Marie-Jeanne qui descend de vélo avec un bidon de 20 litres rempli d'eau.

L'hôpital possède un réservoir qui recueille l'eau de la pluie. Mais sa capacité est loin d'être suffisante car l'hôpital a aussi besoin d'eau pour faire



Une garde-malade avec un seau d'eau sur sa tête à l'hôpital général de référence de Kabondo. © Mongongo.

fonctionner certains services. La situation sanitaire est inquiétante : toilettes bouchées, des matières fécales visibles un peu partout. «Nous avons du mal à mettre le pied dans ces toilettes ; elles

sont très sales», déclare un malade. «Les malades se soulagent dans des sachets qu'ils jettent dans les herbes qui entourent les pavillons», constate un garde-malade. Des travaux de désherbage sont en cours pour décourager les gens de continuer à les jeter ainsi. Seules les toilettes des chambres privées sont relativement propres, en raison du nombre très limité des usagers.

Le docteur Esafe Lolongi, médecin directeur de cet hôpital, estime que son institution est un hôpital général qui devrait bénéficier d'exonérations sur les factures de la Regideso et de la Snel. Mais selon Sadala, directeur de la Regideso Kisangani, cet hôpital comme les autres services étatiques doit désormais payer l'eau. Depuis décembre 2010, les frais de consultation sont passés de 2000 à 2500 Fc, afin de payer les factures d'eau et d'électricité et ne pas être contraint de fermer l'hôpital, explique le docteur Esafe.

Christian Uzilo

Commune Tshopo

Le cauchemar des jeunes rurales qui se prostituent pour survivre

Dans la commune Tshopo, des filles, souvent très jeunes, venues de l'arrière province et sans ressources, échangent leurs faveurs sexuelles contre des avantages matériels dérisoires. De jeunes hommes en profitent sans se poser de questions.

Seul mon corps me permet de vivre. La journée je vends des braises qui ne me rapportent rien», déclare Lyly, une maman de deux enfants sans mari, rencontrée sur la 6^{ème} avenue dans la commune de la Tshopo. «Ce métier est tout pour moi. Il me permet de vivre», ajoute Antoinette, une autre jeune fille.

Jeanne, elle, est directe : «Discutons du prix de ce que tu cherches, ne m'interroge pas sur ce que je fais la journée. Mes parents le savent et en profitent». Comme elles, de nombreuses femmes et jeunes filles, même mineures, vendent leurs charmes chaque soir, de 19 h à 3h du matin, entre les 3^{ème} et la 6^{ème} avenue de cette commune. Elles viennent pour la plupart de la province de l'Équateur et des territoires (Opala) de la province Orientale fuyant la misère, l'oisiveté, la sorcellerie, les lourds travaux, le décès de leurs parents... A

leur arrivée en ville, leur rêve tourne souvent au cauchemar. Le travail est inexistant et leurs familles n'ont pas les moyens de les nourrir et scolariser. Lundi M., une mineure de 14 ans raconte son aventure : «J'ai quitté le village pour rejoindre mes grandes soeurs à Kisangani. Après deux jours d'accueil chaleureux, elles me disent que je suis improductive et que je devais me débrouiller. Alors je fais ce qu'elles faisaient et les autres filles autour de moi contre ma volonté. Chaque nuit, je gagne entre 5 000 à 7 000 fc (5 à 7\$) en couchant avec plusieurs hommes».

Selon la sociologue Jerome Onotamba, chef de travaux à l'Unikis, «ce sont les conséquences de l'exode rural. Elles pensent vivre mieux en ville ou trouver du travail. Sans mari et sans emploi, elles sont frappées par des conditions socio-économiques

qui ne leur permettent pas de se procurer du pain quotidien».

Sexualité précoce des mineurs

Sans abri, elles s'entassent dans de petites pièces familiales dans la promiscuité, campent au Beach I.A.T, au marché central. D'autres prennent des maisons en location. Dans les milieux sombres, sous les arbres, à côté d'un mur, sur la rue, elles attendent les clients. Ce sont souvent des jeunes qui trouvent là un moyen facile d'avoir une femme : môtards, élèves, étudiants... venant des six communes de la ville. «Ici, il n'y a pas d'exigence qui soit au delà de mes moyens. Avec 1000 fc, le tour est joué», explique souriant, Luc M., qui fréquente ce milieu. Manu, 19 ans arrive avec son vélo de toleka : «Là chez nous à la commune de Kisangani, les femmes sont rares et coûtent chères». «Nous cherchons des femmes à un prix dérisoire», com-

plète Morino, 16 ans qui, comme la plupart de ces jeunes, restent inconscient des risques d'attraper des maladies sexuellement transmissibles ou le sida. Selon papa Peguy, le chef d'avenue, «depuis des années cette prostitution s'enracine car la plupart de leurs soeurs y sont mariées ou habitent les quartiers.» Pour Omba Kamba, une habitante du quartier, «si l'avenue était éclairée, cette pratique serait découragée.» «Nos filles les imitent. Les enfants jouent parfois avec les préservatifs qu'ils ramassent le matin», se désole Marie Suzanne. Sabotage des ampoules placées par les autorités et délestage du courant électrique laissent ces zones dans l'obscurité. Parfois des bagarres, des insultes et de chaudes discussions se font entendre en cas de mésentente entre partenaires.

John Sindani

50 ans après, que reste-t-il de l'héritage de Lumumba ?

Pour la majorité des Congolais, Patrice Emery Lumumba était un leader politique charismatique, courageux, nationaliste, rassembleur, père de l'indépendance. Il a débuté sa lutte à Kisangani et a répandu ses idées dans tout le pays. Que reste-t-il de ses idéaux ?

Raymond Mokeni, président de la Fédération des entreprises du Congo (FEC/PO)

Il y eut des luttes pour l'indépendance au Bas Congo, par l'alliance des Bakongo (ABACO), au Katanga pour le fédéralisme ou pour la partition du Congo. Contrairement à ces luttes, Lumumba s'est battu pour l'unité et l'intégration nationale. C'est l'idéologie nationaliste proclamée par Lumumba qui lui a attiré d'une part, la confiance de ses patriotes congolais. Dommage qu'aujourd'hui la classe politique et la masse populaire revendiquent des postes au gouvernement, dans des régions financières sur des bases tribales ou régionales. Cette vision des politiciens va à l'encontre de l'idéologie que prônait Lumumba. La territoriale des originaires est source des divisions par des termes comme «kila mtu na kivuko yake» (à chacun son terroir). Le nationalisme proclamé par Lumumba est aujourd'hui déformé. Les politiciens utilisent la jeunesse au nom du nationalisme comme pour régler un compte.



Médard Wabenga, porte parole de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) à Kisangani

Kisangani demeure le socle des partis politiques qui incarnent l'idéologie lumumbiste. Lumumba dans sa lutte utilisait surtout les ouvriers, les démunis. Il était convaincu que la politique est au service des intérêts des sans voix. Le parallélisme qui existe entre UDPS et MNC est de restaurer une démocratie qui profite à la population. A la période coloniale, la population avait besoin de l'indépendance. Mais à présent la priorité est d'améliorer son vécu quotidien.



Alphonse Longange Oketa, coordonnateur de l'Alliance pour la majorité présidentielle (AMP)

Lumumba est un défenseur sans égal de l'intérêt national. Il ne visait pas son propre bonheur. C'est pourquoi, il ne s'est pas construit de maisons comme les politiciens actuels. Beaucoup d'acteurs de l'administration viennent du deuxième régime où régnait la corruption, la malversation... Un autre fait historique important le nombre d'émeutiers tués le 31 octobre 1959 à Kisangani lors de l'arrestation de Lumumba reste indéterminé. C'est cette date qu'il faudrait considérer comme celle des martyrs. Toutefois, pour incarner l'idéologie de Lumumba, il ne suffit pas de célébrer cette journée mais il faut changer les comportements.



Joseph Ilunga Kalala, professeur d'histoire à l'Unikis:

P.E. Lumumba est un leader charismatique dévoué parce que les autres leaders politiques de cette période menaient le combat de l'indépendance pour des intérêts tribaux ou provinciaux. Mais lui réfléchissait nation et non ethnie. Les souvenirs de Lumumba ne sont pas perceptibles dans la ville. Rares sont les personnes qui connaissent ses résidences, la salle des réunions politiques, son bureau... autant de bons sites historiques à aménager. Peu d'activités politiques et culturelles sont organisées en son honneur. Jadis, Kisangani était considéré par les leaders politiques comme le bastion du nationalisme congolais. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Beaucoup pensent que le discours du père de l'indépendance est la cause de son assassinat. Il fallait un tel discours parce que l'homme blanc était insensible et n'entendait pas les pleurs des Congolais. Ce ton dur qui faisait peur au gouverneur blanc. Malheureusement l'indépendance était mal conçue par certains Congolais à l'époque qui croyaient qu'ils resteraient dans les bureaux et que les Blancs allaient travailler pour eux...



Propos recueillis par David Malisi

LA VILLE EN BREF

Fin des détournements des salaires des agents de l'Etat ?

8 janvier, arrivée à Kisangani du ministre national de la Fonction publique. Dieudonné Upira vient se rendre compte de la situation de la paie des agents de l'Etat, en particulier des chefs coutumiers auxquels Kinshasa envoie un salaire depuis juillet dernier. Mais certains d'entre eux ne le touchent pas. Le ministre promet de sanctionner tous ceux qui sont impliqués dans les détournements de salaires de tout agent de l'Etat. Cependant un cadre de la division de l'Intérieur exprime des doutes quant à l'efficacité de cette nouvelle initiative car, depuis un an, les syndicalistes avaient déjà dénoncé à plusieurs reprises ces malversations.

Unikis : les enseignants sous surveillance

6 janvier, le professeur Faustin Toengao, recteur de l'Université de Kisangani a suspendu un professeur accusé d'avoir harcelé et violé une étudiante. Une assistante accusée de corruption a été frappée de la même sanction. Le 1^{er} janvier, lors de la cérémonie des vœux,

le recteur a appelé les étudiants à dénoncer toutes les pratiques de corruption connues sous les noms de «suivi, enfants accompagnés, les enfants d'abord...». Il a promis de traduire en justice ceux qui s'y livrent et appelle les étudiants à travailler pour réussir leurs études. Le recteur a aussi demandé aux étudiants de ne pas céder aux manipulations politiciennes en cette année électorale. Pour sécuriser le campus universitaire les heures d'entrée et sortie seront règlementées après les heures de cours, afin que cette année soit une année de réussite, de prospérité et de succès a-t-il conclu.

Commune Lubunga : former les habitants au contrôle citoyen du budget

«C'est la première fois qu'on me parle du budget. Pourquoi l'asphaltage d'une partie du boulevard Hassan II prévu dans le budget n'a pas été réalisé ? Où vont les recettes que les différents services de l'Etat perçoivent sur tous les produits même une seule poule ?», se sont interrogés les participants de l'atelier sur l'analyse du budget 2010 organisé par le groupe Lotus, une Ong

des droits humains, pour les habitants de la commune Lubunga du 8 au 9 janvier.

En langues locales - swahili et lingala, les formateurs ont adressé leurs messages à près de 80 personnes. Selon Marguerite Niki Imayonda, formatrice, le budget est la définition des besoins des populations. Ce qui suppose qu'elles doivent rencontrer leurs autorités pour soumettre leurs attentes. Après cette étape d'élaboration, les citoyens doivent faire le suivi et le contrôle des activités retenues dans le budget. «Vous avez le droit de vous constituer en groupe et demander à votre bourgmestre le niveau de réalisation du besoin inscrit au budget», informe le député provincial Gaspard Bosenge, membre de la commission économique et financière de l'Assemblée provinciale. Selon ce dernier, la population doit vaincre l'ignorance et la peur; dépasser le clientélisme politique pour exercer son rôle de contrôle citoyen. Les participants recommandent aussi aux députés de contrôler l'exécutif et de sanctionner tout détournement.

(suite de la une)

Du coup, de nombreux diplômés restent des années sans emploi, s'orientent dans l'informel ou exercent des métiers pour lesquels ils ne sont pas formés. Beaucoup deviennent enseignants sans qualification, juste pour vivre.

Outre les qualifications, les relations amicales, familiales et politiques entrent en ligne de compte. B.M., agent à l'Assemblée provinciale avoue qu'«obtenir du travail est conditionné par son appartenance à un parti politique pour payer facilement ses diverses cotisations». Dans cette logique politique, les partis au pouvoir font travailler beaucoup de leurs membres. Les gens y adhèrent pour trouver de l'emploi.

Trop de chômeurs, pas d'entreprises

En trois ans, l'ONEM a enregistré près de 7000 demandeurs d'emploi. Il y a de plus en plus des jeunes universitaires mais pas plus d'emplois. Il n'est pas rare de voir 500 candidatures déposées au portillon d'une Ong pour un seul poste. Depuis les années 90, les grandes entreprises ont mis la clé sous le paillason (Sorgerie, Sotraz, Unibra, Codenord,...). Celles qui tournent ont sensiblement réduit le nombre des travailleurs (Regideso, Snel, Okimo, Sotexki, Bralima,...). Le recrutement n'est plus systématique car les entreprises font face à de nombreuses difficultés. «Celles-ci ne permettent pas aux entreprises publiques de résorber le chômage et déterminent la dureté des conditions d'embauche», reconnaît Kombozi Angirio, sous-directeur de la Regideso, qui a engagé tout de même 6 personnes en janvier 2010. D'autres entreprises n'engagent

qu'à partir de Kinshasa. Certains n'hésitent même plus à attribuer la cause de leur chômage à la sorcellerie. Sans réfléchir plus avant... (à suivre)

David Malisi

La DRPO met des agents en congé technique

Le 20 décembre dernier, le gouverneur de province a suspendu la perception de taxes par la Direction des recettes de la province orientale (DRPO) pour des raisons de restructuration. A la reprise, 105 agents ont été envoyés en congé technique. Ils seront rappelés quand l'entreprise sera réorganisée et traversera sa crise. Sur près de 550 agents de la ville de Kisangani à sa création, 400 sont mis en congé technique et près de 800 pour toute la province, nous rapporte une source. Selon certaines sources du gouvernement, la baisse des recettes, les détournements seraient la cause des impayés de salaires. «La DRPO Kisangani devait verser au trésor public au moins 15 millions de fc par mois. Mais, les recettes vont décroissant. Au début, nous atteignons difficilement 9 millions de fc,» ajoute la source. Pour d'autres, l'effectif de départ était pléthorique visant plus la création d'emplois (promesse politique) que le rendement de la régie. Un agent affirme sous anonymat que «une retenue de 4000fc était opérée sur le salaire de chaque agent pour le compte PPRD alors que tout le monde n'est pas du parti».

D.M

La route nationale n°4 dans un état alarmant

La route nationale n°4, qui fait revivre les villages riverains et toute la région, est de moins en moins praticable. Elle n'est plus entretenue par les cantonniers qui ne sont pas payés et est aujourd'hui en piteux état. Reportage.

Delphin Katembo, aide-chauffeur d'un camion qui fait Kasindi-Kisangani, n'avait pas emprunté la route nationale n°4 (RN4) depuis plusieurs mois. Il a été surpris : «Après le pont Ituri, on a roulé en 1^{ère} et 2^{ème} vitesse jusqu'à Kisangani, si bien qu'au lieu de trois jours, on en a fait cinq.» Car la route ne cesse de se dégrader. Difficile de parcourir 10 m sans tomber sur des trous et des bourbiers parfois pleins d'eau. Les eaux de pluie traversent la route, comme au



Un motard sur une partie boueuse de la route Ituri.
© Mongongo

sent et se disputent l'espace avec la voie. Les panneaux de kilométrage et de signalisation sont de moins en moins visibles. «A l'œil nu, il n'y a pas de maintenance, reconnaît Pascal Alotadi, l'administrateur du territoire de Bafwasende qui révèle que la route est entrecoupée par l'érosion à la grande colline Makanga»

Une goutte d'eau dans un fleuve

Depuis le départ d'UCOP (unité de coordination des projets) fin 2009, elle n'est plus entretenue. Rares sont les villageois qui sarclent devant leur parcelle au bord de la voie. Ils bouchent des bourbiers en échange d'argent, de savon ou de sel donnés par des chauffeurs. Au groupement Bafwasolo au PK 211, sur instruction du chef de groupement, quelques jeunes remplissent les trous causés par les pluies d'herbes qu'ils retirent des anciens caniveaux bouchés par le sable. Mais, aucun cantonnier n'est visible tout au long du trajet. «J'ai arrêté de travailler depuis avril 2009», témoigne Saido, ancien chef d'équipe de cantonnier au PK 230. «La route se dégrade faute de matériel d'entretien», dit Aliangbo Kasongo, chef de groupement. «UCOP a remis du matériel à chaque groupement, mais une grande partie s'est détériorée», confie Pascal A.

Avec UCOP chaque cantonnier avait 2 ou 3 km à entretenir contre 75 \$. «J'ai reçu deux fois seulement 62.000 et 64.000 (68 et 70 \$)», dit Abdoulay Sadiki, ancien cantonnier. «Si nous étions bien payés, la route ne serait pas dans ce piteux état», assurent Saido et d'autres. En décembre dernier Foner (Fonds national d'entretien routier) a envoyé l'argent après celui de juin pour la poursuite des travaux d'entretien au PK 570, tronçon Mambasa-Komanda (long de 120km) qui est très délabré. C'est après que suivront les travaux de Niania-Kisangani (341km de Kisangani), selon Christophe Kazungu, Chef de Division Technique à l'Office des routes.

La crainte de revivre un triste passé.

«Avant la réhabilitation, les tracasseries policières, la faim, l'insécurité, le viol des filles... étaient notre pain quotidien», se rappelle tristement Aliangbo K. Cette route a été notre salut. «A Bafwasende, la population est cosmopolite, le trafic est revenu, des produits nous viennent de Beni, Bunia... par véhicules et non à vélo», se réjouit Pascal A. La production de riz, banane, arachide, maïs, haricot... est abondante car l'évacuation est facile et rapide. Les jeunes d'anciennes carrières de diamant se sont rués vers l'agriculture qui donne de l'espoir, apprend-on. Deux grandes rizeries implantées dans le groupement de Bafwasolo ont fait baisser le prix du gobelet de riz d'1 à 0,2 \$ (250 Fc). Dans chaque village, on compte au moins un réparateur de vélos, motos, véhicules... Ce qui explique l'insistance d'Aliangbo K. : «Il faut qu'on intervienne rapidement pour éviter le retour à la case départ.»

Trésor Boyongo

Bunia : Les vols à main armée inquiètent

La nuit du 4 au 5 janvier, des hommes armés ont volé au domicile d'un négociant d'or 1900 \$ et une importante quantité d'or au quartier Lembabo, le plus populaire de la cité de Bunia, où habitent de nombreux commerçants. Une des personnes qui a voulu aller au secours du commerçant a reçu des balles à la main gauche. Dans la nuit du 29 au 30 décembre, au centre-ville, un groupe de personnes non identifiées a cambriolé, 6 millions de Fc (6000 \$) au bureau de coordination des écoles conventionnées de l'Église : l'argent de la prime versée par les parents de trois écoles de la place.

Depuis août, l'insécurité ne cesse de grandir à Bunia. Une trentaine de vols à main armée et plusieurs meurtres par balle ont été enregistrés. Selon Radio Okapi, des témoignages recueillis auprès de certaines victimes par

la société civile, indiquent que certains éléments des FARDC et de la police ainsi que des civils armés sont à l'origine de cette insécurité. Le commandant des FARDC en Ituri a, pour sa part, indiqué qu'il va lancer une opération de fouille des maisons dans la cité pour récupérer les armes détenues illégalement. Les militaires auteurs de vols seront traqués et traduits en justice, a-t-il prévenu. Pascal Tudanga, chef de cité de Bunia, le 5 janvier, a lui promis l'organiser des rencontres avec les chefs de quartiers et la population, surtout du quartier Lembabo, pour trouver comment améliorer la sécurité. Le gouverneur de province Médard Aucat, en séjour en fin d'année à Bunia, a lui invité la population à la vigilance pour dénoncer ces malfaiteurs qui habitent avec eux. La population vit dans la peur.

Ousmane Sylla

Etando ya Tshopo

Bilenge basi bauti mboka bakomi kosala kindumba mpo ya kobika

O etando ya Tshopo, bilenge basi bauti mboka, bakeleli, bakomi kosalela nzoto ya bango mpo na kozwa biloko bizangi litomba. Bilenge babali baluki kosilisa mposa ya bango kasi bayebi te soko ekosukela bango boni.

Nasalelaka nzoto ya ngai mpo ya kobika. Na moi natekaka makala kasi nazwaka eloko te », eyebisi Lyly G. mama ya bana babale azali na mobali te ; azwami o 6^e avenue Tshopo. «Na mosala moye nazwaka manso, nabikaka se wana», elobi Antoinette M., elenge mwasi.

Jeanne alobi polele : «Toyokana ntalo ya eloko ozali koluka , otuna ngai te soko nasalaka nini na moi. Baboti ba ngai bayebi mpe babikelaka wana.» Bamama, bilenge basi na bana bake batekaka banda 19h kin'0 3h ya ntongo nzoto ya bango kobanda 3^e kin'0 6^e avenue Tshopo. Mingi kati na bango bauti na Equateur mpe na territoire ya Opala. Bakimi mpasi, bondoki, misala mikasi mpe bakufeli baboti...Ekomi bango awa o engumba, bamoni mpasi koleka. Bazangi misala na ndenge ya koleisa mpe kotangisa bana. Mokolo ya mosala moko, mwana wa mibu 14 ayebisi ndenge azali kobika : «Nalandaki bayaya ba ngai basi awa na Kisangani. Bayambaki ngai malamukolo mikolo mibale. Na nsima, bayebisi ngai 'te naluka ngai moko ndenge ya kobika. Balobi nasala oyo bango

bazali kosala. Butu nyoso nasengeli kotambola na mibali ebele mpo nazwaza 5.000 to 7.000 Fc (5 to 7\$)» Mpo na Jerome Onotamba, sociologue o université ya Kisangani, nyoso wana euti na ndenge bato bazali kokima mboka . Bakanisi 'te awa na engumba nde bakozwa mosala. Mobali te mosala mpe te, bakomi kobika na mpasi.»

Bana bayebi mibali naino ntango ekoki te

Ndako ya kolala te, bakomi kolala bato ebele o eteni yoko ya ndako, basusu o libongo ya IAT to na zando enene. Basusu bazali kofutela ndako. Na bisika bya molili, na nse ya nzete, pene na bifelo bya ndako, na balabala wana nde bisika bya bango ya kozela mibali (clients). Bilenge babali balingi kosilisa mposa ya bango ya nzoto balandaka bisika bina. Kati na bango ezali batambwisi tukutuku, bayekoli... bauti o bitando binso bya Kisangani. «Ata na 1.000 Fc okozwa mwasi ya kotambola na ye», elobi na esengo Luc M, oyo ameseni kokende o bisika bina. Elenge Manu mibu 19 motambwisi toleka alobi boye : «O commune Ki-

sangani, basi bazali mingi te yango wana basengaka mbongo mingi koleka.» Tozali koluka basi balingaka ata mbongo moko, elobi Morino, mibu 16. Lokola baninga baye bilenge bayebi te 'te bakoki kozwa makono ndenge na ndenge to mpe oyo ya sida.

Mpo na papa Peguy, chef y'avenue, eleki mbula mingi kindumba ezali se kokoba zambi bazali kolanda ndakisa ya bakulutu ba bango babalani to bazali kofanda awa.

Mama Omba Kamba, moko wa bafandi o quartier eye akanisi boye : Soko mwinda mwa lotiliki mozalaka mbele makambo mana masalemaka te. Bana ba biso ya basi bakomi komekola bango. Bana bakomi kosakana na capote balokotaka na ntongo, elobi Marie Suzane. Soko mwasi na mobali bayokani malamukote, okoyoka bitumba, kofingana mpe koswana. Babebisaka na nko miinda mitiyamaki na bakonzi ; bokati lotiliki etiyaka bisika bina na molili na yango bandumba na babali ba bango bazali kokoba na mosala mwa bango butu nyoso.

John Sindani

MONGONGO

Journal école de Kisangani

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, à côté de BEGO CONGO

journal_mungongo_kis@yahoo.fr

Editeur, rédacteur en chef :

Ernest Mukuli

Tél : +243(0) 81 200 63 99

Secrétariat de rédaction :

Pepe Mikwa

Equipe rédactionnelle :

Trésor Boyongo, Christian Uzilo, Hortense Baise, Lambert Lambe, Nathasha Kongolo, David Malisi, John Sindani, Nadia Midesso, Trésor Mokiango, Gabriel Famba, Cosmas Mungazi, Armand Makanisi, Odette Kaseka, Lyly Bendea, (étudiants en Sciences de l'Information et de la Communication/Unikis)

Correspondants en province :

Isangi : Joseph Bassay

Ubundu : Fidèle Utula

Bondo : Vermont Kote

Isiro : Richard Tandro

Buta : Collard Limbombe

Bunia : Ousmane Sylla

Traduction :

Lingala : Pierre Komba

Swahili : Jean Fundi

Distribution, marketing et maquette :

Jimmy Bakelenge

Tél : +243(0) 85 338 93 25

Supervision et formation :

Syfia international

contact@syfia.info

Tél : 33 (0)4 67 52 79 34

Abonnement annuel (24 numéros) 20 \$, abonnement de soutien 50 \$ minimum .

Points de vente : Bibliothèque centrale, Faculté des sciences et Cyber café Batam de l'Unikis, Gradi-Jeunes, La poste, Bld Hassan II C/Lubunga, Paroisse Christ Roi C/ Mangobo et ISTM Kisangani